Jacques PARIZEAU (1930 -)

Économiste, retraité de l'enseignement à l'Université de Montréal
Ancien premier ministre du Québec

(1968)

"La planification économique."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Parizeau

"La planification économique".

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, **L'essor économique du Québec**, pp. 402-411. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp. Texte originalement publié dans **Congrès des Affaires canadiennes**, Presses de l'Université Laval, pp. 89-102.

M Jacques Parizeau, économiste, retraité de l'enseignement à l'Université de Montréal et ancien premier ministre du Québec, nous a accordé le 18 septembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 4 avril 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jacques Parizeau (1968)

"La planification économique."

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, **L'essor économique du Québec**, pp. 402-411. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp. Texte originalement publié dans **Congrès des Affaires canadiennes**, Presses de l'Université Laval, pp. 89-102.

[402]

Jacques Parizeau

"La planification économique".

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, **L'essor économique du Québec**, pp. 402-411. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp. Texte originalement publié dans **Congrès des Affaires canadiennes**, Presses de l'Université Laval, pp. 89-102.

Les nouveaux Québécois sont indiscutablement plus portés que leurs prédécesseurs à pousser très loin l'intervention systématique de l'État dans l'économie. C'est leur caractéristique propre et, s'ils sont loin d'être d'accord sur l'étendue et l'intensité de cette intervention, ils sont d'accord au moins pour affirmer que la modernisation de l'économie du Québec ne saurait s'en passer.

Sans doute, plusieurs groupes ont, dans le passé, soutenu de pareilles thèses : l'aile gauche du groupe nationaliste, les tenants du socialisme canadien, en sont souvent arrivés aux mêmes conclusions. Jamais, cependant, autant d'individus n'ont été disposés à pousser aussi loin l'analyse d'une intervention systématique et à en découvrir les instruments.

L'effort d'analyse auquel ils se livrent n'a d'ailleurs pas nécessairement de caractère doctrinal. On n'a pas à croire que l'État est bon et les entreprises - surtout les grandes - sont nocives. On veut se ser-

vir de l'État comme des entreprises, utiliser et l'un et les autres de façon à assurer que des objectifs déterminés seront atteints. L'absence relative de souffle doctrinal explique d'ailleurs que ces nouveaux Québécois se recrutent dans les milieux fort différents : le croulant fédéraliste et lucide, le séparatiste excité, le professeur nébuleux ou le fonctionnaire nouvelle vague, peuvent faire ensemble une bonne partie du chemin. Il faut, en effet, avant même de déboucher sur la politique proprement dite, aborder un bon nombre de problèmes qui ont trait essentiellement à la structure de l'économie du Québec, à ses conséquences, aux leviers que l'on doit construire avant de pouvoir songer à intervenir, et aux objectifs techniques de l'intervention.

C'est à l'examen de ces questions que mon exposé sera consacré. Il est important, en effet, de dégager certains aspects de l'économie du Québec puis de s'appliquer à voir si et comment on peut en modifier les données. Tout n'est peut-être pas modifiable. Tout ne vaut peut-être pas la peine d'être orienté.

Notons d'abord que ce que l'on appelle économie du Québec est un assemblage remarquablement disparate de secteurs qui obéissent à [403] des impulsions différentes. Il importe, en particulier, de distinguer ce qui a trait aux ressources naturelles et à l'industrie manufacturière proprement dite.

L'exploitation des ressources naturelles est, depuis plus de trois siècles, intégrée aux grands courants du commerce mondial. Les ressources n'ont évidemment pas toujours été les mêmes, mais elles ont toujours eu en commun un caractère spectaculaire. De nos jours, quelques produits représentent essentiellement ce type d'activité, c'est-à-dire, l'aluminium, le papier journal, l'amiante, le minerai de fer, le cuivre, etc. Si l'on ajoute à ces produits cette partie des sources d'énergie hydro-électrique qui sont nécessaires à leur exploitation, on doit reconnaître qu'il y a là une des pièces maîtresses des investissements et une des sources importantes du dynamisme de l'économie. C'est grâce à ce genre d'industries que des régions entières ont été ouvertes ; hautement mécanisées, elles n'offrent pas toujours un

nombre considérable d'emplois, mais les salaires y sont habituellement très au-dessus de la moyenne.

L'apport des ressources naturelles à l'économie du Québec est donc considérable, mais il est aussi irrégulier et aléatoire. Irrégulier, parce qu'il entraîne des vagues d'investissements et d'embauche à l'occasion des travaux d'aménagement, sans qu'il soit toujours possible d'atténuer les retombées lorsque les travaux sont terminés. Aléatoire parce que, intégrées à l'économie nord-américaine ou mondiale, les ressources naturelles du Québec n'ont pas de valeur propre. Elles ne sont exploitables que si leur rentabilité est supérieure ou égale à celle d'autres sources dans plusieurs pays du monde. Que de nouvelles sources soient découvertes, que certains changements apparaissent dans la technologie et c'est toute la croissance de l'exploitation du Québec qui est remise en cause.

Ne croyons surtout pas qu'il s'agit là d'hypothèses platoniques. La mise au point du procédé nécessaire pour transformer le pin jaune des États-Unis en papier journal a considérablement ralenti l'expansion de notre industrie depuis quelques années. Et si jamais on a voulu ouvrir les mines de minerai de fer de la baie de l'Ungava, la mise en route de celles de Mauritanie a marqué la fin de ces espoirs pour plusieurs années à venir.

Comme d'ailleurs, l'extraction des ressources naturelles est habituellement entre les mains de groupes internationaux, il va de soi que [404] l'exploitation au Québec n'est qu'une pièce sur l'échiquier. Les joueurs sont peu nombreux, peu sensibles à l'irrationnel et disposent d'un nombre considérable de jeux alternatifs au cas où une pièce cesserait d'offrir les avantages qu'on en attend. Dans ce sens, il n'y a pas d'économie proprement québécoise des ressources naturelles.

Arrêtons-nous ici un instant. Si les quelques constatations énoncées jusqu'ici sont valables, cela implique sûrement que les possibilités d'intervention systématique des autorités publiques doivent être extrêmement nuancées. Que ces politiques soient trop restrictives ou fran-

chement discriminatoires et c'est le dynamisme à venir de ces secteurs qui sera remis en cause.

L'industrie manufacturière est dans une situation tout à fait différente. Elle est presque tout entière orientée vers le marché intérieur. Elle ne vit pas de ses contacts avec le commerce international. Elle s'est développée parce qu'elle en était isolée et certaines de ces branches restent très sensibles à tout abaissement des barrières qui continuent de les protéger de l'économie mondiale.

L'industrie du Québec et celle de l'Ontario ont été, à l'origine, dans une situation semblable. Elles ne le sont plus. Celle du Québec présente, maintenant, en effet, certaines caractéristiques assez spéciales. Elle est d'abord assez nettement démunie d'industries lourdes. Au contraire, les industries alimentaires, le textile, le tabac, la chaussure, le vêtement, embauchent au-delà de 40 pour cent de tous les ouvriers d'usine. On notera que plusieurs de ces industries sont devenues peu dynamiques et sont même souvent vieilles. Si on y ajoute une industrie mécanique, dans bien des cas, flageolante, il faut reconnaître que l'industrialisation du Québec avance, en général, bien peu rapidement depuis dix ans.

On n'est même pas certain - encore que l'étude soit à faire - que la grande dépendance des industries du Québec au marché canadien, si caractéristique de l'époque où Montréal était un des grands centres d'approvisionnement du pays, se soit maintenue. On pourrait croire, en effet, que le marché provincial devient au Québec de plus en plus important pour l'industrie locale au fur et à mesure où l'industrie lourde se concentre en Ontario.

Une planification centrée sur les réalités locales est donc plus facile à concevoir pour l'industrie que pour l'exploitation des ressources naturelles. Il peut être techniquement compliqué de redonner un certain dynamisme à des secteurs qui n'en ont plus ou de déplacer le [405] centre de gravité vers des industries nouvelles, mais au moins la planification jouira ici d'une certaine autonomie.

Cette même autonomie de l'intervention est possible dans l'agriculture. Dans la mesure même où la plupart des secteurs de l'agriculture sont déficitaires (sauf évidemment l'exception importante de l'industrie laitière), on dispose d'une latitude bien supérieure à celle qui caractérise forcément les secteurs d'exportation.

On remarquera, d'ailleurs, que la possibilité d'une intervention autonome dans le domaine agricole n'implique pas nécessairement une recherche de l'autarcie. Il ne s'agit pas, pour le moment, de définir des objectifs, mais de définir la marge de jeu dont on dispose. Il est indéniable à cet égard que la chute rapide, depuis la guerre des ventes de produits agricoles à l'extérieur de la province, et l'augmentation des déficits, facilitent la mise en place d'une politique interne très active.

Une fois esquissés - à grands traits, un peu à la façon d'une caricature - certains éléments de la structure, examinons le cadre des décisions.

C'est un truisme de répéter que, depuis la première guerre mondiale, l'orientation de la croissance de l'économie canadienne a été surtout déterminée par les décisions des entreprises. Si l'État a cherché à mettre en place une partie de l'infrastructure des transports et le tarif, la forme prise par l'économie lui est venue du secteur privé.

Ce qui est vrai pour l'économie canadienne tout entière, l'est davantage encore peut-être, dans la province de Québec. L'orientation de l'économie y dépend, en définitive, de trois types de ce que nous appellerons les centres de décision.

Le premier type a trait aux **centres de décision qui sont en même temps extérieurs à la province et au pays**. Engagés le plus souvent dans le développement des ressources naturelles ou dans les branches les plus dynamiques - il en reste tout de même - de l'industrie secondaire, gagnant constamment du terrain depuis la fin de la dernière guerre mondiale, leur contrôle est maintenant devenu plus important que tout autre dans l'orientation des secteurs qu'ils occupent.

Le second type de centres de décision a trait à des entreprises d'envergure nationale pour lesquelles le marché du Québec n'est pas marginal sans doute, mais qui ont à répartir leurs activités sur l'ensemble du territoire, qui doivent, en somme, procéder à des choix qui ne sont [406] pas aussi étendues ou aussi complexes que ceux des centres internationaux, mais n'en sont pas moins réels.

Enfin, il reste à considérer des centres de décision purement locaux, c'est-à-dire des entreprises dont les opérations sont concentrées au Québec et qui dépendent d'abord et avant tout du Québec pour leur expansion à venir.

L'importance des deux premiers types réduit considérablement le rôle du troisième. D'autre part, à peu près toutes les entreprises canadiennes-françaises appartiennent à ce dernier. Fort peu, en fait, pas plus qu'une poignée d'entreprises canadiennes-françaises peuvent être considérées comme appartenant au second type.

Ce genre de distinction n'aurait pas d'importance si le capital était parfaitement mobile d'un point géographique à un autre et d'une activité à l'autre. Il serait illusoire de croire qu'il en est ainsi.

Il faut alors reconnaître que, dans les conditions actuelles de l'économie, nous sommes en face de réactions profondément différentes. Pour certaines grandes entreprises, l'investissement au Québec est le résultat d'une planification interne à l'échelle du monde. Pour un grand nombre d'industries canadiennes, une province est un choix possible parmi un petit nombre d'autres. Pour plusieurs sociétés financières, un minimum d'investissement, dans chaque province est inévitable. Enfin, pour le petit entrepreneur local, l'investissement chez lui est la seule forme possible de développement.

Ces centres de choix et de décision se complètent les uns les autres et c'est de leur combinaison que ressortent le dynamisme et l'orientation de l'économie du Québec.

Si l'on supposait une parfaite mobilité de la main-d'œuvre et cette parfaite mobilité des capitaux auxquelles nous venons de faire allusion, il est probable qu'on pourrait en conclure qu'il suffit de laisser ces

intérêts se grouper ou s'associer et continuer à orienter la croissance. Le rôle du gouvernement consisterait essentiellement à leur faciliter le travail.

Il est bien évident, cependant, que tel n'est pas le cas. L'époque de la concurrence parfaite est passée si jamais elle exista. La main-d'œuvre n'est pas aussi mobile qu'on voudrait bien le croire. Des zones de chômage tenace sont apparues depuis plusieurs années, l'écart entre les revenus d'une région à l'autre, non seulement ne tend pas à disparaître, mais tend parfois à s'accroître.

[407]

De même la combinaison des trois groupes d'intérêt dont nous avons parlé ne s'est pas révélée capable d'assurer un rythme de croissance global satisfaisant. Les intérêts extérieurs ont, sans doute, rapidement développé certains secteurs, mais les intérêts locaux ont souvent été trop faibles pour développer les autres, pour les moderniser ou les transformer. En particulier, la percée, tout à fait remarquable, des intérêts canadiens-français dans le domaine financier, ne s'est pas étendue à la création d'entreprises industrielles, commerciales et extractives, autant qu'on aurait pu l'espérer.

On en arrive alors à la nécessité d'une nouvelle combinaison comportant cette fois l'organisation **d'un quatrième centre de décision** qui est **l'État**.

Il s'agit, en somme, de créer un agent économique dont l'action est fondamentalement orientée vers la province de Québec, mais dont, en outre, la taille est telle qu'il puisse soit corriger des faiblesses dans la structure de l'économie, soit transformer, d'une façon appréciable, la répartition des activités économiques, d'une région à l'autre.

On peut, d'ailleurs, aller plus loin encore. Les choix rationnels des entreprises relativement à la localisation de leurs activités reposent forcément sur une analyse stricte de la rentabilité la plus directe. Elles n'ont pas à se préoccuper des coûts sociaux qu'implique, par exemple, une concentration industrielle trop poussée ou l'arrêt de la croissance de certaines régions. Au fur et à mesure où ces coûts sociaux

augmentent, le gouvernement ne peut éviter d'en tenir compte. Il est donc probable que ce que nous avons appelé le quatrième centre de décision procède d'une rationalité qui lui est propre, et d'un concept élargi de rentabilité.

À cette fin, l'État est très mal préparé. Il faut, en particulier, un certain nombre d'instruments et d'outils de façon à ce que les choix qu'il pose puissent aboutir.

Bon nombre d'initiatives récentes du gouvernement du Québec peuvent être considérées, à juste titre, comme visant à mettre en place de tels outils. C'est ainsi que la nationalisation des compagnies d'électricité a augmenté radicalement la possibilité d'agir sur la localisation industrielle. Dans le domaine financier, la Société générale de Financement et le projet de caisse de retraite vont offrir des moyens d'actions particulièrement puissants. La mise en route d'un système de préférence, applicable aux achats des organismes publics, donne à [408] l'État un levier à l'égard de l'industrie qui s'apparente à un tarif douanier.

Tout cela n'est évidemment qu'un début. Et il faudra, en outre, former un personnel qui puisse utiliser les instruments. Ce n'est qu'à ce moment qu'une planification formelle pourra devenir non pas seulement un mode un peu élaboré de prévision, mais un moyen d'orientation, une nouvelle combinaison, en somme, des centres de décision.

Encore, faut-il savoir jusqu'où l'on veut aller. Pour jouer un certain rôle, l'État a le choix ou bien d'absorber des activités qui, jusqu'alors, relevaient de l'entreprise privée, ou bien d'en créer de supplémentaires. C'est ainsi que la nationalisation des compagnies d'électricité a été évidemment une opération d'absorption. Mais le projet relatif aux pensions et surtout la Société générale de Financement, sont des institutions supplémentaires.

Il n'y a probablement pas moyen d'en arriver à des règles fixes. À cet égard, j'ai de moins en moins de patience à l'égard de l'amateur de nationalisation en série. Tout ce que nous avons observé jusqu'à maintenant doit, il me semble, montrer à quel point il peut être dangereux

de vouloir intervenir trop brutalement dans certains secteurs, en particulier dans ceux qui sont orientés vers l'exportation.

L'économie du Québec est trop ouverte sur le monde, une trop forte proportion de ses investissements est contrôlée de l'extérieur, pour qu'il ne soit pas très dangereux de vouloir aborder la réorientation de l'économie à partir de la prise en charge par l'État des industries d'exportation. Certains pays ont cherché, depuis quelques années, à suivre cette voie ; on a pu trop souvent constater que, face à des courants commerciaux internationaux hautement intégrés, l'opération s'est soldée par des échecs flagrants.

De même, nationaliser des entreprises davantage tournées vers le marché intérieur, sous le simple prétexte qu'elles sont grandes, relève d'une fantaisie exubérante. La dimension n'a rien de vraiment essentiel. C'est en tant que point d'appui, en tant que levier d'une expansion à venir, qu'une industrie devient importante pour l'État. Dans ce sens, *que des intérêts privés soient incapables de coordonner leur action dans un secteur essentiel à l'orientation d'autres activités, qu'en dépit d'efforts réitérés, il soit impossible d'associer ces intérêts à une politique plus vaste que leurs opérations immédiates, alors la nationalisation peut devenir souhaitable et peut-être même la seule solution possible.*

[409]

Dans l'ensemble, cependant, une extension considérable du rôle de l'État dans l'économie, doit d'abord se faire en marge des intérêts privés, entrer en concurrence avec eux, s'ajouter à leur action. Il importe que l'État dispose de ses propres points d'appui, établisse le cadre de l'activité économique et définisse son champ d'intervention, plutôt que de chercher à saisir ce qui s'est déjà fait. Rien n'empêche que l'on cherche à pousser très loin les formes d'association que sont les entreprises mixtes.

L'économie du Québec est trop ouverte sur le monde, trop contrôlée par des intérêts extérieurs, pour ne pas être très sensible à des politiques de substitution. Est-ce à dire que la création de ce que j'ai

appelé un quatrième centre de décision doit nécessairement représenter une démarche marginale ? Certainement pas. Il peut s'agir, au contraire, d'une intervention massive, de la mise en place d'une des données centrales du développement économique, qui peut assurer à la province de Québec ce qu'elle n'a jamais connu jusqu'à maintenant, c'est-à-dire une orientation relativement autonome de son développement tout en tenant compte des contraintes que son ouverture, sur le marché mondial ou nord-américain, lui impose.

En somme, être maître chez nous ce n'est pas surtout mettre les autres à la porte, mais être en mesure de réaliser ce que les intérêts extérieurs, pour des raisons qui leur sont propres, ne peuvent pas ou ne veulent pas faire.

Une intervention aussi nette de l'État, dans l'économie, se heurte cependant à une double objection qu'il convient d'analyser d'assez près. En premier lieu, il ne fait pas de doute que l'État est encore mal préparé à une telle action. Son fonctionnement en particulier manque encore de tous les techniciens qui lui seraient nécessaires. Encore aurait-on, à mon avis, tort d'imaginer que l'action ne sera possible que lorsque le recrutement sera complété. C'est parce que le gouvernement s'engagera que le recrutement se fera. Dans ce sens, le besoin crée l'organe. Encore faut-il que le besoin se fasse sentir.

En second lieu, il va falloir isoler suffisamment les instruments d'intervention de la politique de clocher, pour éviter qu'ils ne deviennent qu'un prolongement d'un système de patronage qui se trouverait alors doté du plus admirable outil qu'on lui ait fourni jusqu'à maintenant.

Enfin, il faudra surmonter la méfiance profonde de plusieurs hommes d'affaires canadiens-français à l'égard des interventions de [410] l'État. Cette méfiance, d'ailleurs, est assez surprenante. Il va de soi, en effet, que dans la mesure où directement, ou bien encore par le truchement de sociétés mixtes, l'État cherche à développer dans le Québec l'autonomie de centres de décision locaux, et à en accroître la

taille, l'homme d'affaires canadien-français est probablement celui qui a le plus à gagner.

Et pourtant, cet homme d'affaires, il se méfie souvent, à mon sens, pour deux raisons de respectabilité différente. La première reflète une confiance profonde dans l'entreprise privée, dans le jeu du marché. Même si après deux siècles d'efforts, les hommes d'affaires canadiens-français restent souvent marginaux, certains d'entre eux continuent de croire qu'ils « passeront » tôt ou tard. Une poignée de héros qui ont passé entretient cet espoir chez chaque génération.

Il s'en faut cependant, que l'opposition à l'État soit toujours à ce point valable. D'autres hommes d'affaires n'ont dû leur fortune et leur entreprise qu'à leur plus gros client : le gouvernement. Et on en arrive alors parfois à cette situation paradoxale où le défenseur de l'entreprise privée qui attaque l'intervention systématique de l'État veut surtout éviter de gêner l'intervention personnelle auprès du député ou du ministre. On est, en somme contre le gouvernement, mais non pas contre chacun de ses membres ; on s'oppose à la planification parce qu'on connaît de meilleurs moyens d'utiliser l'État.

Si l'on ajoute à ces difficultés d'ordre intérieur l'opposition des entreprises canadiennes qui ne peuvent faire autrement que de se sentir menacées dans leurs positions acquises, et la méfiance des entreprises étrangères pour qui l'expérience québécoise a des relents d'expériences tentées dans bien d'autres pays du monde, il faut reconnaître que la nouvelle politique économique qui est en train de s'esquisser va se heurter à un nombre considérable d'obstacles avant de pouvoir s'affirmer. Peut-être n'est-ce pas être trop pessimiste que de suggérer qu'il faudra même attendre quelque temps avant de savoir si elle est vraiment lancée.

Il n'en reste pas moins qu'elle aura d'autant plus de chance de réussir qu'elle définira rapidement ses objectifs d'une part, et d'autre part, délimitera clairement son champ d'opération.

La définition des objectifs doit être précise. Il est particulièrement agaçant d'entendre si souvent affirmer de nos jours que le rôle

de la planification est d'assurer le plein emploi et une croissance rapide de [411] l'économie. C'est à peu près aussi explicite que d'être pour la vertu et contre le vice. Aussi bien ne rien dire.

C'est d'une façon beaucoup plus détaillée qu'il faut déterminer le chemin à parcourir. Il faut, en somme, prendre position sur les sujets suivants :

- a) Le déplacement de la structure industrielle.
- b) L'expansion des industries exportatrices.
- c) Le relèvement des régions déprimées en trouvant, non pas en principe, mais pour chacune d'elles la combinaison d'activités économiques la plus susceptible d'opérer la relance, compte tenu de la structure des coûts de production dans chacune des régions.
- d) La consolidation et l'expansion des entreprises essentiellement centrées sur l'économie provinciale.

En deuxième lieu, il faut délimiter le champ d'opération de l'État. C'est indiscutablement très difficile. L'expansion de l'intervention de l'État a pris dans beaucoup de pays la forme d'un engrenage, on n'en voit jamais la fin. Dans d'autres, l'intervention du gouvernement a consisté surtout en une prolifération de législations restrictives souvent purement négatives, qui n'a guère donné aux autorités de véritables pouvoirs de développement, et n'a fait que gêner celui des entreprises. C'est probablement la tendance la plus dangereuse.

Il importe, me semble-t-il, de faire en sorte que l'extension du domaine de l'État s'accompagne d'un haut niveau de profits des entreprises. Il est essentiel, pour une économie aussi ouverte vers l'extérieur que celle du Québec, que le moyen soit trouvé de donner aux autorités publiques des pouvoirs considérables, et de faire en même temps que l'investissement privé reçoive toutes les incitations possibles dans les domaines qui lui sont réservés. Dans le milieu nord-

américain où nous vivons, la combinaison d'un gouvernement profondément impliqué dans l'orientation de l'économie et d'entreprises privées de haute rentabilité est une combinaison délicate à maintenir, mais plus susceptible que toute autre d'assurer que les objectifs du Plan soient atteints.

Jacques PARIZEAU,
économiste,
professeur des Hautes Études commerciales,
membre du Conseil supérieur du Travail